



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Branche Santé 33

contact@npa33.org
www.npa33.org
07 83 64 43 49

13 février 2023

Joutes parlementaires et succession de journées d'action ne suffiront pas ! Préparons l'affrontement pour faire plier Macron-Borne !

Samedi 11 février nous étions à nouveau très nombreux, près de 2,5 millions dans la rue contre la réforme des retraites. Jamais depuis 30 ans, on n'avait vu autant de monde dans la rue. Certains au gouvernement ne manquent pas de noter quand le nombre de grévistes ou de manifestants est en baisse, mais au-delà des chiffres la détermination grandit et le mouvement s'approfondit. Les jeunes commencent même à bloquer leur fac et à déferler dans les manifestations !

« Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite »

La colère n'est pas limitée à la seule question des retraites. C'est un ras-le-bol général contre l'exploitation capitaliste, les salaires qui ne permettent pas de vivre, le travail qui tue avant même la retraite.

Dans les entreprises du public et du privé, encouragées par le mouvement, les grèves pour les salaires, pour les conditions de travail qui se développent depuis des mois, se multiplient comme chez Sanofi, dans la santé, ou dans la sous-traitance Safran de Dassault Mérignac où des salariés se sont mis en grève illimitée pour 200 € net d'augmentation pour tous. C'est ce mouvement de grève, de contestation globale que craignent les patrons et le gouvernement et qu'il nous faut amplifier. Le soulèvement contre l'agression de la réforme des retraites, pour les salaires et contre l'inflation marque en effet une nouvelle étape vers une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse en réponse à l'offensive des classes dominantes pour alimenter la machine à profit.

Pour gagner, avoir notre propre stratégie, indépendante des jeux institutionnels

Au Parlement, les tentatives de blocage à coup de milliers d'amendements, les effets de manche, les négociations en coulisses... ne nous permettront pas de gagner et d'imposer le retrait de la réforme, chacun le voit bien. Le gouvernement dispose de tous les outils comme le 49.3 pour l'imposer.

Mais chacun voit bien aussi que la succession de journées d'action qui ont permis à plus de 2 millions de travailleurs et de jeunes d'exprimer notre révolte ne

suffira pas. Les directions syndicales appellent à « hausser le ton » comme Philippe Martinez qui affirme qu'il y a « besoin de décider de grèves ». L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de mobilisation le 16 février et menace de « mettre le pays à l'arrêt » le 7 mars, qui sera suivi de la journée de lutte des femmes le 8, faisant un pas vers la grève générale. Elle espère une ouverture suffisante du gouvernement pour reprendre le dialogue social, elle s'adresse aux députés. Mais déjà des syndicats appellent à la grève reconductible à la SNCF et à la RATP. Seules la pression et la lutte dans la rue, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les facs et lycées peuvent faire reculer le gouvernement. Et cela passe par construire nos convergences, en s'organisant démocratiquement, en multipliant nos propres initiatives.

Vers la généralisation de la grève

Notre mouvement est puissant et s'organise. Dans les AG, les collectifs de lutte, dans les sections syndicales et unions locales, des militant·es de la lutte de toutes générations se retrouvent, discutent, s'organisent démocratiquement, prennent des initiatives.

Cette démocratie est essentielle pour entraîner le plus grand nombre, pour décider et diriger nous-mêmes notre mouvement, en discuter les enjeux et les possibilités, pour prendre confiance en notre force, nous qui faisons tourner la société... pour travailler à la généralisation de la grève, à l'affrontement qui fera plier Macron-Borne et leur monde !

Le NPA33 invite à une

Réunion publique Vendredi 3 mars à 19h30 à Cenon salle Victor Hugo

Venez nombreux discuter du mouvement, de ses perspectives, de quelle stratégie pour faire reculer le gouvernement ?

Tram A arrêt Gare de Cenon

Ehpad en grève au CHU à Pessac

A l'hôpital Xavier Arnoz de Pessac, qui dépend du CHU de Bordeaux, cela fait, à l'heure où nous écrivons, 10 jours que les salariés de l'EHPAD *Les jardins de l'Alouette* sont en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et la prise en charge des résidents qui en découle.

Les banderoles à l'entrée du site dénoncent la « maltraitance » des résidents et des agents et la CGT demande que tant que la situation n'a pas évolué il n'y ait pas de nouvelles admissions et que les hébergements temporaires soient stoppés.

Manque chronique de personnel (11 % d'absentéisme non remplacé), manque de temps médical (un seul médecin qui prend un mi-temps, toujours pas compensé), manque d'assistante sociale pour accompagner les familles... la situation est devenue intolérable. Mais ni la Direction du CHU, ni l'ARS n'ont à ce jour daigné réagir.

Un même mépris que subissent les grévistes de la réanimation pédiatrique à Pellegrin, en lutte depuis Noël dernier pour obtenir le minimum indispensable pour prendre en charge les enfants et les nourrissons !

Une pétition « *pour une prise en charge de résidents de l'Ehpad dans de bonnes conditions sans maltraitance dû au manque de personnel* » peut être signée en ligne.

Conventions collectives à la baisse

Des négociations entre les patrons des établissements de santé privée lucrative (FHP, Synerpa et Thermalisme) et non lucrative (Nexem) ont lieu en ce moment avec les organisations syndicales.

Sous prétexte de rendre le secteur de Santé, de l'Action sociale et Ehpad plus attractif et d'homogénéiser les salaires, c'est un véritable hold-up qui se prépare : attaques sur les reprises d'ancienneté, individualisation des salaires, intégration du Ségur sur les grilles afin de combler les grilles au-dessous du Smic, autant de mesures prévues et qui remettent en cause le principe de « à travail égal salaire égal » et vont permettre aux patrons et directions de tenter de limiter les départs des salariés et de les « fidéliser »... mais aussi de garantir leurs résultats et bénéfices.

Avec les retraites, une raison de plus de riposter !

Fini on vous dit !

On est très content d'apprendre que la pandémie de covid19 est désormais terminée... en France depuis le 1^{er} février 2023. D'après le ministère de la santé on peut désormais vivre avec le virus. Plus aucune obligation de s'isoler en cas de test positif, plus d'arrêt de travail systématique (une aberration pour les soignants), plus d'autorisation spéciale d'absence pour les personnes fragiles, retour des jours de carence pour les arrêts de travail, fermeture des dispositifs de téléservice à la sécu, etc...

Les jours de carence, une injustice qui nous pénalise d'être malade, n'ont qu'un but selon les élites : limiter les arrêts maladies soi-disant inutiles (un jour sans salaire dans le secteur public, trois dans le privé), de belles économies pour l'assurance maladie.

A côté de ça, on ne parle pas de réintégrer le personnel soignant non vacciné qui avait été suspendu qui pourtant manque cruellement.

Peu importe la tension insupportable dans les établissements de soins au point qu'il a fallu déclencher le plan blanc à l'hôpital pour « *tension hospitalière exceptionnelle* » en janvier !

Orpéa : l'État à la rescousse des actionnaires

Il y a près d'un an, le journaliste Victor Castanet dénonçait dans son livre, « Les Fossoyeurs », la maltraitance institutionnelle dans les Ehpad d'Orpéa. L'annonce avait alors fait chuter les actions du groupe endetté aujourd'hui à hauteur de 9,5 milliards et a entraîné le licenciement du directeur visé depuis par une enquête pour délit d'initié après avoir vendu près de 600 000 € d'actions juste avant la sortie du livre.

L'État par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignation s'est empressé de voler au secours du groupe aujourd'hui sous tutelle. Plus de 1,300 milliard seront injectés dans l'entreprise dont 605 millions par la CDC.

Si en échange, le plan de sauvetage prévoit une diminution de la marge de l'entreprise par rapport aux profits engrangés avant le scandale, l'État n'a pas hésité à consacrer cet argent public à un groupe privé qui pendant des années a pourtant fait des profits faramineux (102 millions en hausse de 40 % 1^{er} semestre 2021).

Une autre solution était pourtant possible : faire payer les actionnaires du groupe, un fond de retraite canadien et la famille Peugeot.

Retraites : mensonges en série

Pour tenter de faire passer la pilule sur les retraites, un des arguments du gouvernement est que les femmes seraient gagnantes et que les retraités percevraient au minimum 1200 € par mois. Ils croient que plus c'est gros plus ça peut passer ?

Non seulement, il s'agit de brut (à peine plus de 1100 euros nets) mais 1 retraité sur 4 resterait en-dessous de ce prétendu minimum puisque pour en « bénéficier » il faudrait justifier d'une carrière complète, au smic, avec tous ses semestres.

Les femmes qui subissent le plus les emplois à temps partiel imposé, des carrières hachées et partent à la retraite plus tard seraient encore plus défavorisées. Celles nées en 1972 par exemple, devraient travailler en moyenne 9 mois de plus que ce qu'elles auraient dû sans la réforme, encore plus que les hommes !